



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2026

JCDecaux

SOMMAIRE

1	RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2026	3
	Communiqué financier des résultats semestriels 2026	3
	Faits marquants du premier semestre 2026	11
	Perspectives	12
	Transactions avec les parties liées	12
	Facteurs de risques	13
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS – S1 2026	14
	Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés	20
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	30
4	ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	31

COMMUNIQUÉ FINANCIER DES RÉSULTATS SEMESTRIELS 2026

PERFORMANCE SOLIDE PORTÉE PAR LE DIGITAL

Paris, le 30 juillet 2026

Croissance solide du chiffre d'affaires

- › **+5,7 %** croissance organique au premier semestre, chiffre d'affaires de **1 953,9 millions d'euros** croissance du chiffre d'affaires publié à 1 868,3 millions d'euros au premier semestre, **+3,3 %** en croissance organique
- › **+5,7 %** croissance organique au deuxième trimestre, au-dessus de nos attentes
- › **+14,5 %** croissance organique du chiffre d'affaires digital au premier semestre, représentant **42,8 %** du chiffre d'affaires du Groupe
- › **30,9 %** croissance organique du programmatique au premier semestre, représentant **12,3 %** du chiffre d'affaires digital

Forte performance financière

- › **+16,8 %** marge opérationnelle, à **359,0 millions d'euros**, soit **18,4 %** du chiffre d'affaires, en **hausse de 190 points de base** sur un an
- › **+53,5 %** résultat d'exploitation récurrent, à **136,2 millions d'euros**
- › **+84,7 %** résultat net part du Groupe, à **140,1 millions d'euros**, **+23,3 %** hors plus-value sur cession d'actions APG|SGA
- › **+41,8 %** capacité d'autofinancement, cash-flow disponible en hausse de **91,1 millions d'euros**, positif au premier semestre malgré la saisonnalité

Guidance T3 2026 : croissance organique du chiffre d'affaires attendue **autour de +5 %**

Tous les indicateurs alternatifs de performance ci-dessus (chiffre d'affaires, croissance organique, marge opérationnelle, résultat d'exploitation, résultat d'exploitation récurrent, capacité d'autofinancement, cash-flow disponible) sont définis dans les annexes.

Commentant les résultats semestriels 2026, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« JCDecaux a réalisé une performance solide au premier semestre 2026, malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques. Portés par notre modèle OOH premium global, unique et bien diversifié, ainsi que par l'accélération de nos plateformes digitales et programmatiques, nous avons enregistré une dynamique de chiffre d'affaires solide et une forte performance financière, avec une croissance à deux chiffres de tous nos indicateurs financiers clés.

Notre croissance organique du chiffre d'affaires a atteint 5,7 % au premier semestre 2026, avec un deuxième trimestre en hausse de 5,7 %, bien au-dessus de nos prévisions, porté par une croissance à deux chiffres du digital et par la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Le Digital Out-of-Home (DOOH), l'un des segments médias à la croissance la plus rapide, a connu une croissance organique de 14,5 % au premier semestre 2026, atteignant 42,8 % de notre chiffre d'affaires total. La croissance du chiffre d'affaires programmatique (pDOOH) s'est accélérée, en hausse de 30,9 % en organique et représentant désormais 12,3 % de notre chiffre d'affaires digital.

En tirant parti de la croissance de notre chiffre d'affaires et d'une exécution ciblée et disciplinée, nous avons atteint une croissance à deux chiffres de tous nos indicateurs financiers clés. Notre marge opérationnelle a augmenté de 16,8 %, atteignant 18,4 % du chiffre d'affaires, soit une hausse de 190 points de base sur un an, soulignant notre solide levier opérationnel. Notre résultat d'exploitation récurrent a augmenté de 53,5 %, tandis que le résultat net part du Groupe a augmenté de 84,7 %, en croissance sous-jacente de 23,3 % hors plus-value de cession liée à la vente de titres APG|SGA. La génération de flux de trésorerie s'est également nettement améliorée, avec une hausse de 41,8 % de la capacité d'autofinancement et une hausse de 91,1 millions d'euros du cash-flow disponible, qui devient positif malgré la saisonnalité de notre activité et renforçant davantage notre bilan solide d'une année sur l'autre.

En ce qui concerne le troisième trimestre, avec une dynamique commerciale solide, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires autour de +5 %, malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques.

Enfin, nous remercions sincèrement toutes nos équipes dans le monde entier pour leur engagement, leur volonté d'excellence et leurs réalisations primées, avec une attention particulière pour nos collègues des régions touchées par des conflits. »

Suite à l'adoption de la norme IFRS 11 à compter du 1^{er} janvier 2014 et de la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} janvier 2019, **les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-dessous sont ajustés principalement pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11, pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules principalement). Veuillez vous référer au paragraphe « Indicateurs alternatifs de performance » à la page 8 du présent communiqué pour la définition des indicateurs alternatifs de performance et le rapprochement avec les IFRS conformément aux instructions de l'AMF.**

Tous les commentaires et chiffres ci-dessous se rapportent à des indicateurs alternatifs de performance, sauf lorsqu'ils sont indiqués avec un intitulé IFRS.

Les valeurs indiquées dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou des calculs des variations peut différer, bien que dans une mesure négligeable, des valeurs déclarées.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires ^{(1)&(2)} pour le premier semestre 2026 a augmenté de 4,6 %, 5,7 % en croissance organique, pour atteindre 1 953,9 millions d'euros. Le digital a continué de croître fortement, avec une hausse organique de 14,5 %, et représente désormais 42,8 % du chiffre d'affaires total, y compris une croissance organique de 30,9 % du chiffre d'affaires du programmatique.

Le deuxième trimestre 2026 a affiché une performance solide, avec une croissance organique du chiffre d'affaires atteignant 5,7 % malgré des incertitudes économiques et géopolitiques accrues.

Notre base de clients demeure bien diversifiée, nos 10 principaux clients représentant moins de 12 % de notre chiffre d'affaires total.

CHIFFRE D'AFFAIRES DIGITAL

Dans le Digital Out-of-Home (DOOH), l'un des segments médias à la croissance la plus rapide, notre chiffre d'affaires a augmenté de manière organique de +14,5 % au premier semestre 2026, représentant 42,8 % du chiffre d'affaires du Groupe et atteignant 43,7 % au deuxième trimestre, soit une forte augmentation de 3,2 points de pourcentage comparé à l'année précédente. Nous sommes restés concentrés sur le déploiement sélectif d'écrans digitaux dans des emplacements premium et sur le développement de nos capacités data et programmatiques.

- **Le chiffre d'affaires programmatique** via la SSP (supply-side platform) VIOOH, qui correspond principalement à des revenus incrémentaux issus de campagnes innovantes, dynamiques et data-driven ainsi que de nouveaux annonceurs, ont enregistré une croissance organique de +30,9 % au premier semestre 2026 pour atteindre 102,8 millions d'euros, soit 12,3 % de notre chiffre d'affaires digital. L'écosystème programmatique DOOH a continué de gagner fortement en traction, porté par le dynamisme et le nombre croissant de DSP (demand-side platforms) connectées à VIOOH (la SSP la plus connectée de l'industrie DOOH avec 50 DSP et 49 media owners externes connectés), désormais actives dans 46 pays, incluant Displayce, une DSP couvrant 79 pays et connectée à 8 SSP externes.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

Toutes les activités ont été en croissance au premier semestre 2026.

Organiquement, le Mobilier Urbain a connu une croissance de +7,3 %, dont +7,6 % au deuxième trimestre, avec une dynamique solide et continue, tandis que le Transport a progressé de +5,3 %, dont +3,3 % au deuxième trimestre, reflétant une croissance solide des aéroports et des systèmes de transport public malgré une baisse à deux chiffres au Moyen-Orient. L'Affichage a été en croissance organique de +0,8 %, dont +4,1 % au deuxième trimestre.

	S1				T2			
	2026 (m€)	2025 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.	2026 (m€)	2025 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.
Mobilier Urbain	1 002,9	952,0	+5,3 %	+7,3 %	564,0	529,4	+6,5 %	+7,6 %
Transport	690,0	658,3	+4,8 %	+5,3 %	363,4	343,4	+5,8 %	+3,3 %
Affichage	261,1	258,0	+1,2 %	+0,8 %	146,0	137,5	+6,2 %	+4,1 %
TOTAL	1 953,9	1 868,3	+4,6 %	+5,7 %	1 073,4	1 010,3	+6,2 %	+5,7 %

• Mobilier urbain

Le chiffre d'affaires semestriel a progressé de 7,3 % en organique (+5,3 % à 1 002,9 millions d'euros en données publiées), avec une dynamique commerciale toujours solide.

L'Amérique du Nord, le Reste du Monde et le Royaume-Uni ont connu une croissance à deux chiffres, tandis que le Reste de l'Europe a enregistré une croissance robuste à un chiffre « high single digit ». La France a légèrement diminué, impactée par les fluctuations de revenus non publicitaires, et l'Asie-Pacifique a également légèrement baissé.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a augmenté de 7,6 % en organique (+6,5 % à 564,0 millions d'euros en données publiées). Cette performance est portée par une forte croissance à deux chiffres en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, dans le Reste de l'Europe et dans le Reste du Monde, tandis que l'Asie-Pacifique a légèrement baissé. La France a diminué à un chiffre « low single digit », impactée par les fluctuations de revenus non publicitaires.

• Transport

Le chiffre d'affaires semestriel a augmenté de 5,3 % en organique (+4,8 % à 690,0 millions d'euros en données publiées). L'Amérique du Nord, la France et le Royaume-Uni ont connu une croissance à deux chiffres, tandis que le Reste de l'Europe et la région Asie-Pacifique ont atteint une croissance à un chiffre « mid-single digit ». Le Reste du monde a diminué à deux chiffres et a été affecté par le Moyen-Orient.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a augmenté de 3,3 % en organique (+5,8 % pour atteindre 363,4 millions d'euros en données publiées), porté par une croissance à deux chiffres en Amérique du Nord, en France et au Royaume-Uni, tandis que le Reste de l'Europe a connu une croissance à un chiffre « mid-single digit » et la région Asie-Pacifique a été quasiment stable. Le Reste du Monde a connu une baisse à deux chiffres, affecté par le Moyen-Orient.

• Affichage

Le chiffre d'affaires semestriel a augmenté de +0,8 % en organique (+1,2 % à 261,1 millions d'euros en données publiées), avec une croissance à un chiffre « mid-single digit » en Amérique du Nord et dans le Reste du Monde, une croissance à un chiffre « low single digit » au Royaume-Uni et dans le Reste de l'Europe, et une baisse à un chiffre « mid single digit » en France et en Asie-Pacifique.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a augmenté de +4,1 % sur une base organique (+6,2 % à 146,0 millions d'euros en données publiées), avec une croissance à un chiffre « mid-single digit » en France, au Royaume-Uni et dans le Reste du Monde, une croissance à un chiffre « low single digit » dans le Reste de l'Europe et globalement stable en Asie-Pacifique et en Amérique du Nord.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Tous les commentaires concernent la croissance organique. L'Amérique du Nord, soutenue par la Coupe du Monde de la FIFA 2026, et le Royaume-Uni ont été les régions à la croissance la plus importante au premier semestre 2026, atteignant une croissance à deux chiffres, toutes deux portées par le digital. Le Reste du Monde a connu une croissance de 3,0 %, en hausse de 18,3 % hors Moyen-Orient. La région Asie-Pacifique a connu une croissance de 2,3 %, incluant une croissance à un chiffre « *low single digit* » en Chine. La France a été en baisse de 1,9 %, impactée par une base de comparaison élevée pour le chiffre d'affaires non publicitaire, tandis que les revenus publicitaires ont augmenté de 1,0 %.

	S1 2026 (m€)	S1 2025 (m€)	Croissance publiée	Croissance organique
Reste de l'Europe	609,6	562,7	+8,3 %	+7,8 %
Asie-Pacifique	396,8	395,3	+0,4 %	+2,3 %
France	321,9	328,1	-1,9 %	-1,9 %
Reste du Monde	256,5	248,4	+3,2 %	+3,0 %
Royaume-Uni	210,5	192,3	+9,5 %	+12,8 %
Amérique du Nord	158,7	141,5	+12,1 %	+19,6 %
TOTAL	1 953,9	1 868,3	+4,6 %	+5,7 %

Analyse des principaux indicateurs financiers du premier semestre 2026

Portés par une croissance solide du chiffre d'affaires, un modèle économique et efficace incluant un fort levier opérationnel, ainsi qu'une exécution ciblée et rigoureuse, tous les indicateurs financiers clés ont connu une croissance à deux chiffres au premier semestre 2026.

Notre taux de marge opérationnelle a atteint 18,4 %, en hausse de 190 points de base sur un an, le résultat d'exploitation récurrent a augmenté de 53,5 %, tandis que le résultat net part du Groupe a augmenté de 84,7 %, en hausse de 23,3 % hors cession de titres APG|SGA, la capacité d'autofinancement a augmenté de 41,8 % et le cash-flow disponible a augmenté de 91,1 millions d'euros, devenant positif à 26,2 millions d'euros, malgré la saisonnalité.

MARGE OPÉRATIONNELLE ⁽³⁾

Notre marge opérationnelle a augmenté de 16,8 % pour atteindre 359,0 millions d'euros, atteignant un taux de marge de 18,4 %, en hausse de 190 points de base sur un an, en amélioration sur tous les segments. Cela met en lumière notre fort levier opérationnel.

	S1 2026-		S1 2025		S1 2026 VS S1 2025	
Marge opérationnelle	m€	% du CA	m€	% du CA	m€	Taux de marge (pb)
Mobilier urbain	245,4	24,5 %	216,5	22,7 %	+28,9	+170 pb
Transport	77,2	11,2 %	62,9	9,6 %	+14,3	+160 pb
Affichage	36,4	13,9 %	28,1	10,9 %	+8,3	+310 pb
TOTAL	359,0	18,4 %	307,4	16,5 %	+51,5	+190 PB

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2026, la marge opérationnelle a augmenté de 28,9 millions d'euros pour atteindre 245,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle a atteint 24,5 %, soit une amélioration de 170 points de base par rapport à l'année précédente, grâce à une forte croissance du chiffre d'affaires et à des coûts opérationnels restés contenus.

Transport : Au premier semestre 2026, la marge opérationnelle a augmenté de 14,3 millions d'euros pour atteindre 77,2 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle a atteint 11,2 %, une forte augmentation de 160 points de base, portée par une forte croissance du chiffre d'affaires dans le monde, malgré une baisse du chiffre d'affaires au Moyen-Orient.

Affichage : Au premier semestre 2026, la marge opérationnelle a augmenté de 8,3 millions d'euros pour atteindre 36,4 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle a atteint 13,9 %, en hausse de 310 points de base sur un an, bénéficiant de nos marchés les plus digitalisés et de l'impact positif du plan de rationalisation de notre patrimoine grand format en France.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2026, notre résultat d'exploitation a augmenté de 52,4 % pour atteindre 192,5 millions d'euros, incluant un impact négatif de 3,7 millions d'euros (contre +0,7 million d'euros au premier semestre 2025) des dépréciations nettes des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'une plus-value de 47,5 millions d'euros provenant de la vente d'une partie de notre participation dans APG|SGA. Notre résultat d'exploitation récurrent ⁽⁵⁾ a augmenté de 53,5 % pour atteindre 136,2 millions d'euros, tiré par l'augmentation de la marge opérationnelle.

Notre résultat d'exploitation avant charge de dépréciation a atteint 10,0 % du chiffre d'affaires, en hausse de 330 points de base par rapport au premier semestre 2025. Hors éléments non récurrents, notamment la plus-value sur la vente d'une partie de notre participation dans APG|SGA, notre résultat d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires s'est élevé à 7,0 %, en hausse de 220 points de base par rapport au premier semestre 2025.

RÉSULTAT FINANCIER IFRS ⁽⁶⁾

Au premier semestre 2026, le résultat financier net, -55,5 millions d'euros, s'est amélioré de 8,9 millions d'euros, reflétant principalement une baisse des frais financiers grâce à la réduction des passifs de location IFRS 16 et à la baisse de la dette financière.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE, IFRS

Au premier semestre 2026, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence s'élève à 23,5 millions d'euros contre 19,0 millions d'euros au premier semestre 2025, soit une hausse de 4,5 millions d'euros correspondant à l'amélioration de la performance opérationnelle globale de nos sociétés mises en équivalence.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE, IFRS

Au premier semestre 2026, notre résultat net part du Groupe est en forte hausse de 84,7 %, à 140,1 millions d'euros, contre 75,9 millions d'euros au premier semestre 2025. Hors plus-value de 46,6 millions d'euros sur la vente d'actions APG|SGA, notre résultat net part du Groupe s'élève à 93,5 millions d'euros (98,3 millions d'euros avant charges de dépréciation), soit une hausse de 23,3 % sur un an (+28,6 % avant charges de dépréciation).

CASH-FLOW DISPONIBLE ⁽⁷⁾

Le cash-flow disponible s'est amélioré de 91,1 millions d'euros et est devenu positif à 26,2 millions d'euros, malgré la saisonnalité de notre activité (contre -64,9 millions d'euros au premier semestre 2025), principalement portée par une capacité d'autofinancement solide et une discipline stricte concernant les variations du besoin en fonds de roulement et les investissements nets.

Notre capacité d'autofinancement ⁽⁸⁾ a augmenté de 64,2 millions d'euros, soit une hausse de 41,8 % sur un an, au premier semestre 2026, pour atteindre 218,0 millions d'euros. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la marge opérationnelle, ainsi qu'à une baisse des intérêts financiers nets payés et reçus (4,2 millions d'euros), ce qui reflète la baisse de la dette nette, la hausse des dividendes reçus et la diminution des coûts ponctuels, notamment la restructuration et les frais bancaires.

La variation du besoin en fonds de roulement s'est améliorée de 23,5 millions d'euros d'une année sur l'autre, malgré le niveau élevé de chiffre d'affaires en juin lié à la Coupe du Monde de la FIFA et l'augmentation des stocks liés aux nouveaux contrats, principalement Carmila en France. Les montants d'affacturage n'ont pas varié significativement au premier semestre.

Les investissements nets (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions d'actifs) ont diminué de 2,8 % pour atteindre 115,6 millions d'euros, représentant 5,9 % du chiffre d'affaires contre 6,4 % au premier semestre 2025. Cela reflète également quelques retards dans le déploiement des nouveaux contrats, ce qui explique l'augmentation des stocks mentionnée ci-dessus.

Le cash-flow disponible avant variations du besoin en fonds de roulement a presque triplé, avec une augmentation de 67,5 millions d'euros à 102,4 millions d'euros, contre 34,9 millions d'euros au premier semestre 2025.

DETTE NETTE ⁽⁹⁾

Notre structure financière est très solide, avec une dette financière nette en baisse de 284,1 millions d'euros par rapport au 30 juin 2025, pour atteindre 628,8 millions d'euros au 30 juin 2026. Comparé au 31 décembre 2025, la dette financière nette a temporairement augmenté de 41,4 millions d'euros, principalement en raison de la saisonnalité de notre activité et du versement de dividendes aux actionnaires. Nous avons également maintenu un solide profil de liquidité, avec 1,3 milliard d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie, une ligne de crédit revolving confirmée de 825 millions d'euros, non tirée, arrivant à échéance en 2031, et aucune échéance obligataire avant 2028.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,65 € par action pour l'exercice financier 2025, approuvé lors de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires du 13 mai 2026, a été versé le 21 mai 2026, pour un montant total de 138,3 millions d'euros.

DROITS D'UTILISATION ET DETTES LOCATIVES, IFRS 16

Les droits d'utilisation IFRS 16 au 30 juin 2026 s'élevaient à 1 673,8 millions d'euros contre 1 685,1 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une baisse de 11,4 millions d'euros liée à l'amortissement des droits d'utilisation, aux renégociations et résiliations de contrats, partiellement compensés par de nouveaux contrats, des renouvellements de contrats, des mises à jour des minimums garantis et un impact positif des taux de change.

Les dettes locatives IFRS 16 ont diminué de 31,3 millions d'euros, passant de 1 996,1 millions d'euros au 31 décembre 2025 à 1 964,8 millions d'euros au 30 juin 2026. Cette diminution, principalement liée au remboursement de dettes locatives, aux renégociations et aux résiliations de contrats, est en partie compensée par de nouveaux contrats, des renouvellements de contrats, des mises à jour des minimums garantis et un impact positif des taux de change.

Performance ESG

Nous avons réaffirmé l'excellence de nos pratiques de développement durable, reconnues comme les meilleures de leur catégorie par les agences de notation extra-financière, dont notre classement sur la liste A du CDP pour la troisième année consécutive et l'obtention de la médaille d'or EcoVadis.

Notre modèle économique vertueux permet de répondre aux défis climatiques, comme l'illustre la part élevée de notre chiffre d'affaires, près de 50 %, alignée sur la réglementation européenne de la taxonomie verte. Notre stratégie climat visant à atteindre le Net Zéro Carbone d'ici 2050 a été validée par le SBTi en juin 2024. Grâce à la poursuite de nos actions environnementales, le Groupe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2, 3 – *market-based*) de 40,9 % en 2025 par rapport à 2019.

JCDecaux est un acteur clé de la transition écologique des territoires urbains et stimule l'innovation grâce au déploiement d'outils tels que « 360 Footprint », conçus pour aider nos clients à mesurer et piloter l'impact de leurs campagnes publicitaires.

Perspectives

En ce qui concerne le troisième trimestre, avec une dynamique commerciale solide, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires autour de +5 %, malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques.

Prochaines informations :

Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2026 : 4 novembre 2026 (après marché)

Chiffres clés de JCDecaux

- Chiffre d'affaires, 2025 : 3 967,1 millions d'euros – S1 2026 : 1 953,9 millions d'euros
- N°1 mondial de la communication extérieure
- Une audience journalière de 850 millions de personnes dans 79 pays
- 1 105 906 faces publicitaires dans le monde
- Une présence dans 3 895 villes de plus de 10 000 habitants
- 11 894 collaborateurs
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices SBF 120 et CAC Mid 60
- La trajectoire de réduction carbone Groupe de JCDecaux a été validée par le SBTi et l'entreprise a rejoint l'indice Euronext Paris CAC® SBT 1,5°
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements CDP (Liste A), MSCI (AAA), Sustainalytics (11,1) et classé Or par EcoVadis
- Membre du Global Compact ONU depuis 2015 et du RE100 depuis 2019
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- N°1 mondial du mobilier urbain (636 625 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 154 aéroports et 257 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (374 718 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (94 562 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (740 067 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (168 815 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (103 865 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (31 364 faces publicitaires)
- N°2 de la communication extérieure au Moyen-Orient (20 852 faces publicitaires)

Pour plus d'information : www.jcdecaux.com

Retrouvez-nous sur X, LinkedIn, Facebook, Instagram et YouTube

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document d'enregistrement universel déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir une copie de ce document d'enregistrement universel auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Clémentine Prat

+33 (0) 1 30 79 79 10 – clementine.prat@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Rémi Grisard

+33 (0) 1 30 79 79 93 – remi.grisard@jcdecaux.com

Annexes

CREISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL

Croissance organique 2026	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+6,8 %	+7,6 %	+7,3 %
Transport	+7,5 %	+3,3 %	+5,3 %
Affichage	-2,9 %	+4,1 %	+0,8 %
TOTAL	+5,7 %	+5,7 %	+5,7 %

Indicateurs alternatifs de performance

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- d'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- d'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules principalement).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur ces indicateurs alternatifs de performance, comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliés avec les états financiers IFRS.

Le rapprochement complet entre les indicateurs alternatifs de performance et les chiffres IFRS est présenté à la page 11 du présent communiqué.

NOTES DE DÉFINITIONS

- (1) **Chiffre d'affaires** : Il comprend au prorata le chiffre d'affaires des sociétés sous contrôle conjoint.
- (2) **Croissance organique** : La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires hors effet de change et effet de périmètre. L'exercice de référence reste inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liées aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.
- (3) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs. Elle intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules principalement).
- (4) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels. Il intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules principalement).
- (5) **Résultat d'exploitation récurrent** : résultat d'exploitation hors reprise nette de provisions, charges de dépréciation et autres produits et charges opérationnels. Il inclut, sur une base proportionnelle, les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS 16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements pour les dispositifs publicitaires, à l'exclusion principalement des contrats de location immobilière et de véhicules).
- (6) **Résultat financier** : Hors impact des charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-1,9 millions d'euros au S1 2026 et -4,0 millions d'euros au S1 2025).
- (7) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions. Il inclut au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacement destinés à des structures publicitaires) et nos contrats « non-core business » (contrats immobiliers et de location de véhicules principalement).
- (8) **Capacité d'autofinancement** : Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement. Elle inclut au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacement destinés à des structures publicitaires) et nos contrats « non-core business » (contrats immobiliers et de location de véhicules principalement).
- (9) **Dette nette** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires, excluant les impacts non-cash IAS 32 (dette sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives IFRS 16.

CROISSANCE ORGANIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

m€		T1	T2	S1
Chiffre d'affaires 2025	(a)	858,0	1 010,3	1 868,3
Chiffre d'affaires IFRS 2026	(b)	809,6	989,7	1 799,3
Impacts de l'IFRS 11	(c)	71,0	83,6	154,6
Chiffre d'affaires 2026	(d) = (b) + (c)	880,6	1 073,4	1 953,9
Effets de change	(e)	26,4	-5,4	21,0
Chiffre d'affaires 2026 aux taux de change 2025	(f) = (d) + (e)	907,0	1 067,9	1 974,9
Variation de périmètre	(g)	0,0	-0,3	-0,3
Chiffre d'affaires organique 2026	(h) = (f) + (g)	907,0	1 067,7	1 974,7
Croissance organique	(i) = (h) / (a) - 1	+5,7 %	+5,7 %	+5,7 %

IMPACT DES TAUX DE CHANGE AU 30 JUIN 2026		
m€		
USD		10,7
GBP		6,4
HKD		4,1
JPY		2,7
Autres		-2,9
Total		21,0
Taux de change moyen	S1 2026	S1 2025
USD	0,8572	0,9151
GBP	1,1531	1,1872
HKD	0,1096	0,1174
JPY	0,0054	0,0062

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES IAP ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2026				S1 2025			
	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ⁽¹⁾	DONNÉES IFRS	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ⁽¹⁾	DONNÉES IFRS
m€								
Chiffre d'affaires	1 953,9	(154,6)		1 799,3	1 868,3	(135,6)		1 732,7
Charges d'exploitation nettes	(1 595,0)	119,5	248,7	(1 226,8)	(1 560,9)	103,3	281,3	(1 176,2)
Marge opérationnelle	359,0	(35,2)	248,7	572,5	307,4	(32,3)	281,3	556,5
Pièces détachées de maintenance	(21,7)	0,7	0,0	(21,0)	(22,5)	1,0		(21,5)
Amortissements et provisions (nets des reprises) [2]	(186,4)	9,1	(209,9)	(387,2)	(167,5)	9,4	(236,3)	(394,4)
Autres produits et charges opérationnels	45,2	0,2	0,7	46,1	8,2	(1,9)	0,2	6,5
Résultat d'exploitation avant perte de valeur	196,2	(25,1)	39,4	210,5	125,6	(23,8)	45,2	147,0
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur [3]	(3,7)	-	-	(3,7)	0,7		0,1	0,8
Résultat d'exploitation	192,5	(25,1)	39,4	206,8	126,3	(23,8)	45,3	147,8

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(2) Les amortissements et provisions (nets des reprises) en données IAP, incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour respectivement -201,1 millions d'euros et -196,3 millions d'euros en S1 2026 et en S1 2025, et les reprises de provisions nettes des dotations pour respectivement +14,7 millions d'euros et +28,8 millions d'euros en S1 2026 et en S1 2025.

(3) Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2026				S1 2025			
	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ⁽¹⁾	DONNÉES IFRS	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ⁽¹⁾	DONNÉES IFRS
m€								
Capacité d'autofinancement	153,7	(6,1)	269,5	417,0	153,7	(6,1)	269,5	417,0
Variation du besoin en fonds de roulement	(99,8)	9,9	31,7	(58,2)	(99,8)	9,9	31,7	(58,2)
Flux nets des activités opérationnelles	54,0	3,8	301,2	358,8	54,0	3,8	301,2	358,8
Investissements	(118,8)	6,2		(112,6)	(118,8)	6,2		(112,6)
Cash-flow disponible	(64,9)	9,9	301,2	246,2	(64,9)	9,9	301,2	246,2

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2026

Evolution du portefeuille de contrats

• Europe

En janvier, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat de 10 ans pour l'exploitation exclusive des espaces publicitaires des CFL, la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois. Desservant l'ensemble du territoire, le réseau des CFL, qui a connu une forte croissance de sa fréquentation ces dernières années, a transporté 31,3 millions de passagers en 2024, confirmant le rôle central du train dans la mobilité au Luxembourg.

En mars, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale Wall GmbH, s'est vu attribuer, à l'issue d'un appel d'offres, le contrat exclusif portant sur le mobilier urbain publicitaire analogique et digital de la ville de Rostock. Wall rénovera les Abribus® existants et digitalisera les emplacements stratégiques de la ville. Plus grande ville du Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, avec 175 000 habitants, et principal port de la mer Baltique, Rostock est un pôle économique et scientifique majeur du nord de l'Allemagne.

• Royaume-Uni

En juin, JCDecaux SE a annoncé le renouvellement de son contrat avec Heathrow, l'aéroport le plus connecté au monde, qui a accueilli le nombre record de 84,5 millions de passagers en 2025. Le contrat d'une durée de 8 ans prendra effet le 1^{er} janvier 2027. Il prolonge un partenariat de longue date, qui se poursuit depuis plus de 25 ans, et renforce la position d'Heathrow comme l'un des principaux environnements publicitaires premium au monde.

• Amérique du Nord

En mars, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale JCDecaux Amérique du Nord a été choisie, à l'issue d'un processus d'appel d'offres, pour se voir attribuer la concession publicitaire de l'aéroport international de Denver (DEN) pour une durée de 10 ans. DEN est l'un des plus grands et plus importants hubs de transport au monde. L'aéroport accueille plus de 82 millions de passagers par an et a récemment atteint la dixième place du classement des aéroports mondiaux en termes de trafic passagers en 2025.

• Asie-Pacifique

En mars, JCDecaux SE a annoncé avoir été reconduit en tant que partenaire publicitaire exclusif du réseau Yarra Trams de Melbourne – le plus grand réseau de tramways en exploitation au monde – à l'issue d'un appel d'offres concurrentiel, pour une durée pouvant aller jusqu'à 14 ans. Actuellement classée ville d'Australie la plus agréable à vivre et quatrième au niveau mondial dans le Global Liveability Index 2025, Melbourne continue d'enregistrer une forte croissance démographique – avec 5,4 millions d'habitants dans le Grand Melbourne – ainsi qu'un dynamisme économique et culturel soutenu.

En avril, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté la concession publicitaire de l'aéroport de Western Sydney International (WSI) aussi appelé Nancy-Bird Walton – le nouvel aéroport international et domestique de Sydney ouvert 24h/24 – à l'issue d'un processus d'appel d'offres. JCDecaux sécurise ainsi un nouveau contrat de long terme qui lui permet de déployer un réseau premium en DOOH (Digital-Out-of-Home) dans le tout nouvel aéroport de Sydney. À son ouverture, l'aéroport pourra accueillir 10 millions de passagers, puis se développera dans le futur, opérant à la fois des vols internationaux et domestiques de compagnies aériennes telles que Qantas/Jetstar, Singapore Airlines et Air New Zealand, comme annoncé récemment.

Autres événements

• Groupe

En janvier, JCDecaux SE a annoncé avoir été une nouvelle fois reconnu pour son leadership en matière de transparence et de performance environnementale dans le cadre de la lutte contre le changement climatique par l'organisation à but non lucratif CDP (anciennement Carbon Disclosure Project) en se maintenant pour la troisième année consécutive dans la liste A du classement annuel.

En janvier, JCDecaux SE a annoncé que les actionnaires d'APG|SGA ont approuvé la clause d'« opting up » sélective, un des préalables à la cession de titres à NZZ dans le cadre de l'accord d'achat annoncé le 12 décembre 2025 pour la vente par JCDecaux SE de 325 519 actions APG|SGA, soit 10,85 % du capital social d'APG|SGA.

En avril, JCDecaux SE a annoncé avoir finalisé la cession à NZZ de 325 519 actions APG|SGA, soit 10,85 % du capital social de la société, conformément à l'accord d'achat d'actions annoncé le 12 décembre 2025. À l'issue de cette opération, JCDecaux détiendra environ 5,6 % du capital social d'APG|SGA et conservera un siège au sein du Conseil d'administration. Cette transaction a généré un paiement en faveur de JCDecaux de 71,6 millions de francs suisses, soit environ 79 millions d'euros avant frais de transaction.

En mai, à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité du 22 mai, JCDecaux SE en partenariat avec la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), a annoncé présenter un premier bilan prometteur de l'expérimentation de végétalisation de 19 mobiliers urbains, menée depuis avril 2024 entre le Jardin du Luxembourg et le Jardin des Plantes à Paris. La végétalisation des mobiliers urbains s'appuie sur le modèle vertueux de JCDecaux, où la communication des marques finance des services d'utilité publique au bénéfice des collectivités et de l'intérêt général.

En juin, JCDecaux SE a annoncé avoir désigné un prestataire de services d'investissement pour acquérir jusqu'à 331,498 actions de JCDecaux SE, soit environ 0,15 % du capital social de la société, sur une période maximale allant du 12 juin 2026 au 30 septembre 2026. Les actions acquises seront destinées à couvrir la distribution d'actions de performance dans le cadre de programmes de performance actuellement en place ou à venir.

• Asie-Pacifique

En avril, JCDecaux SE a annoncé la signature d'un accord le 30 avril 2026, portant sur l'acquisition de VISTA COMMUNICATIONS Inc., une société japonaise basée à Tokyo et spécialisée dans la publicité sur les abris taxis. Cette acquisition renforcera la présence de JCDecaux à Tokyo au travers de sa joint-venture MCDcaux. Elle marque l'entrée de MCDcaux sur le segment des abris taxis au Japon et vient compléter son offre actuelle de plus de 850 B-Stop® (nom donné par MCDcaux à ses abris-voyageurs publicitaires au Japon) à Tokyo.

PERSPECTIVES

À l'occasion de la publication des résultats semestriels 2026, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne le troisième trimestre, avec une dynamique commerciale solide, nous prévoyons une croissance organique du chiffre d'affaires autour +5 %, malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 8 des « Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés - S1 2026 » en page 30 rend compte des transactions avec les parties liées.

FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé sont décrits de manière détaillée dans la section **4.1.2 « Facteurs de risques »** du **Document d'Enregistrement Universel 2025**.

Cette description reste, dans ses aspects essentiels, valable à la date de publication du présent rapport pour l'évaluation des principaux risques auxquels le Groupe est exposé en date du 30 juin 2026 ou qui, selon l'avis de la Direction, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS – S1 2026

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

En millions d'euros		30/06/2026	31/12/2025
Goodwill		1 684,9	1 650,2
Immobilisations incorporelles		635,0	619,3
Immobilisations corporelles		1 207,3	1 227,4
Droits d'utilisation	§ 4.1	1 673,8	1 685,1
Titres mis en équivalence		339,8	373,8
Autres actifs financiers		38,5	37,5
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	-	-
Impôts différés actif		165,0	168,2
Créances d'impôts sur les sociétés		0,1	0,2
Autres créances		69,9	67,8
ACTIFS NON COURANTS		5 814,3	5 829,5
Autres actifs financiers		15,6	14,6
Stocks		155,1	139,4
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	3,4	0,9
Clients et autres débiteurs	§ 4.2	896,6	793,6
Créances d'impôts sur les sociétés		35,8	17,4
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.5	16,4	36,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.5	1 297,0	1 311,3
ACTIFS COURANTS		2 419,8	2 313,7
TOTAL DES ACTIFS		8 234,1	8 143,2

Capitaux propres et passifs

En millions d'euros		30/06/2026	31/12/2025
Capital		3,3	3,3
Primes		612,4	612,4
Actions propres		-21,1	-16,1
Réserves consolidées		1 767,8	1 646,9
Résultat net part du Groupe		140,1	262,6
Autres éléments des capitaux propres		-199,8	-269,2
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE		2 302,7	2 239,9
Participations ne donnant pas le contrôle		124,2	120,9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.3	2 426,8	2 360,8
Provisions	§ 4.4	313,7	316,6
Impôts différés passif		50,8	34,1
Dettes financières	§ 4.5	1 780,8	1 786,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		97,5	97,0
Dettes locatives	§ 4.6	1 448,7	1 451,2
Autres créditeurs		14,8	15,1
Passifs d'impôt exigible		0,3	1,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS		3 706,7	3 701,1
Provisions	§ 4.4	64,8	57,2
Dettes financières	§ 4.5	129,4	143,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		11,4	10,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	5,7	3,4
Dettes locatives	§ 4.6	516,2	545,0
Fournisseurs et autres créditeurs		1 321,4	1 278,5
Passifs d'impôt exigible		22,1	40,6
Concours bancaires	§ 4.5	29,7	3,7
PASSIFS COURANTS		2 100,6	2 081,3
TOTAL DES PASSIFS		5 807,3	5 782,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		8 234,1	8 143,2

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Compte de résultat

En millions d'euros		1 ^{ER} SEMESTRE 2026	1 ^{ER} SEMESTRE 2025
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 4.7	1 799,3	1 732,7
Coûts directs d'exploitation		-883,2	-833,1
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-343,6	-343,2
MARGE OPÉRATIONNELLE		572,5	556,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-390,8	-393,6
Perte de valeur des goodwill		-	-
Pièces détachées maintenance		-21,0	-21,5
Autres produits opérationnels		56,1	17,1
Autres charges opérationnelles		-10,0	-10,6
RÉSULTAT D'EXPLOITATION 969500G83IP SX1HQL497	§ 4.8	206,8	147,8
CHARGES D'INTÉRÊTS SUR DETTES LOCATIVES IFRS 16		-32,3	-35,3
Produits financiers		19,9	19,8
Charges financières		-45,0	-52,8
RÉSULTAT FINANCIER HORS IFRS 16		-25,1	-33,0
RÉSULTAT FINANCIER	§ 4.9	-57,4	-68,3
Impôts sur les bénéfices	§ 4.10	-24,2	-13,7
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.11	23,5	19,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		148,8	84,8
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		8,6	8,9
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		140,1	75,9
Résultat de base par action (en euros)		0,658	0,355
Résultat dilué par action (en euros)		0,658	0,355
Nombre moyen pondéré d'actions		212 804 382	213 963 921
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 804 382	213 963 921

Autres éléments du résultat global de l'exercice

En millions d'euros	1 ^{ER} SEMESTRE 2026	1 ^{ER} SEMESTRE 2025
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	148,8	84,8
Variation des écarts de conversion ⁽¹⁾	67,3	-125,2
Couverture des flux de trésorerie	0,7	-0,9
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	-1,7	0,7
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ⁽²⁾	1,3	2,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET	67,5	-123,3
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	0,2	2,9
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	0,1	-0,5
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	-0,0	0,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL NON RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET	0,4	2,4
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	67,9	-120,9
RÉSULTAT GLOBAL	216,7	-36,1
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	15,7	-2,9
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	201,0	-33,2

(1) Sur le premier semestre 2026, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change dont 25,5 millions d'euros pour l'Australie, 8,6 millions d'euros pour les Etats-Unis, 6,9 millions d'euros pour le Costa Rica, 6,6 millions d'euros pour Hong Kong, 6,2 millions d'euros pour la France, 5,4 millions d'euros pour le Mexique, 4,0 millions d'euros pour le Brésil et -7,0 millions d'euros pour Israël. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -1,2 million d'euros suite aux variations de périmètre. Sur le premier semestre 2025, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change dont -44,1 millions d'euros pour Hong Kong, -28,2 millions d'euros pour les Etats-Unis, -25,0 millions d'euros pour l'Australie, -9,5 millions d'euros pour le Royaume-Uni, -9,3 millions d'euros pour le Panama, -5,6 millions d'euros pour l'Arabie Saoudite, -5,3 millions d'euros pour le Guatemala et 15,8 millions d'euros pour la Chine. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -0,1 million d'euros suite aux variations de périmètre.

(2) Inclut le montant de recyclage en résultat des réserves de conversion des sociétés mises en équivalence suite aux variations de périmètre pour -4,3 millions d'euros sur le premier semestre 2026.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025

	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
	AUTRES ÉLÉMENTS DES CAPITAUX PROPRES											
	CAPITAL	PRIMES D'ÉMISSION	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES NON DISTRIBUÉES	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES DE CONVERSION	ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	AUTRES	TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL
En millions d'euros												
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	3,3	612,4	-2,4	1 756,0	0,3	-127,6	-42,5	1,5	-168,3	2 201,0	115,5	2 316,5
Augmentation / Diminution de capital									0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'actions propres ⁽¹⁾			0,3	0,1					0,0	0,5		0,5
Achat			-30,0						0,0	-30,0		-30,0
Vente			30,4	0,1					0,0	30,5		30,5
Distributions de dividendes				-117,7					0,0	-117,7	-14,5	-132,2
Palements en actions				4,4					0,0	4,4		4,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾									0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre				-2,2					0,0	-2,2	2,5	0,3
Résultat de l'ensemble consolidé				75,9					0,0	75,9	8,9	84,8
Autres éléments du Résultat global					-0,7	-110,7	2,4		-109,1	-109,1	-11,8	-120,9
Résultat global	0,0	0,0	0,0	75,9	-0,7	-110,7	2,4	0,0	-109,1	-33,2	-2,9	-36,1
Autres				-0,1		0,0	-0,0		0,0	-0,1	-0,1	-0,2
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025	3,3	612,4	-2,1	1 716,4	-0,5	-238,3	-40,1	1,5	-277,3	2 052,7	100,4	2 153,1

(1) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(2) Les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -4,0 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026

En millions d'euros	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE										PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	
	AUTRES ÉLÉMENTS DES CAPITAUX PROPRES											
	CAPITAL	PRIMES D'ÉMISSION	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES NON DISTRIBUÉES	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES DE CONVERSION	ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	AUTRES	TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS	TOTAL	TOTAL	
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	3,3	612,4	-16,1	1 909,5	-0,3	-230,7	-39,6	1,5	-269,2	2 239,9	120,9	2 360,8
Augmentation / Diminution de capital									0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'actions propres ⁽¹⁾			-5,0	0,6					0,0	-4,4		-4,4
Achat			-46,7						0,0	-46,7		-46,7
Vente			41,7	0,6					0,0	42,2		42,2
Distributions de dividendes				-138,3					0,0	-138,3	-11,8	-150,1
Palements en actions				4,2					0,0	4,2		4,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾									0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre				-8,1			8,5		8,5	0,4	-0,6	-0,3
Résultat de l'ensemble consolidé				140,1					0,0	140,1	8,6	148,8
Autres éléments du Résultat global					0,5	60,0	0,3		60,9	60,9	7,0	67,9
Résultat global	0,0	0,0	0,0	140,1	0,5	60,0	0,3	0,0	60,9	201,0	15,7	216,7
Autres				-0,1		-0,0	0,0		0,0	-0,1	0,0	-0,1
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2026	3,3	612,4	-21,1	1 907,9	0,2	-170,7	-30,8	1,5	-199,8	2 302,7	124,2	2 426,8

(1) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019 et suite au rachat d'actions propres par le Groupe dans le cadre d'un programme de rachat pour un montant maximum de 1 500 000 actions annoncé en novembre 2025.

(2) Les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -1,9 million d'euros sur le premier semestre 2026.

TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros

	1 ^{ER} SEMESTRE 2026	1 ^{ER} SEMESTRE 2025
RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS	172,9	98,5
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence § 4.11	-23,5	-19,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	33,7	25,2
Charges liées aux paiements en actions	4,2	4,4
Gains et pertes sur contrats de location	-0,7	-5,2
Dotations nettes aux amortissements et provisions	392,9	394,8
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-52,7	-14,7
Charges nettes d'actualisation	5,2	7,7
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16	47,4	53,3
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	1,3	-0,1
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16	-35,7	-39,5
Intérêts financiers payés	-61,0	-65,0
Intérêts financiers reçus	17,6	17,3
Impôt sur le résultat payé	-40,6	-40,7
Capacité d'autofinancement	461,1	417,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-69,1	-58,2
Variation des stocks	-13,0	0,6
Variation des clients et autres créances	-76,2	-27,0
Variation des fournisseurs et autres dettes	20,1	-31,9
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	391,9	358,8
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-113,3	-129,0
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	-4,7	-17,3
Décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières	-2,7	-2,3
TOTAL INVESTISSEMENTS	-120,7	-148,6
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	5,6	16,3
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾	79,0	0,2
Encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières	1,6	7,9
TOTAL DÉINVESTISSEMENTS	86,3	24,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-34,5	-124,2
Distribution mise en paiement	-150,1	-132,2
Achat d'actions propres	-46,7	-30,0
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-0,1	0,0
Réduction des capitaux propres	0,0	0,0
Remboursement d'emprunts	-69,7	-214,0
Remboursement des dettes locatives	-261,4	-301,2
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	21,1	18,0
BESOIN DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)	-506,9	-659,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	0,0
Augmentation des capitaux propres	0,0	0,0
Vente d'actions propres	42,2	30,5
Augmentation des emprunts	70,6	75,3
DÉGAGEMENT DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)	112,8	105,8
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-394,1	-553,6
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-36,6	-319,0
TRÉSORERIE NETTE D'OUVERTURE	1 307,7	1 252,9
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-3,8	5,4
TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE ⁽²⁾	1 267,3	939,3

(1) Dont 0,3 million d'euros de trésorerie nette acquise sur le 1^{er} semestre 2026 contre 0,8 million d'euros de trésorerie nette acquise sur le 1^{er} semestre 2025 et aucune trésorerie nette cédée sur le 1^{er} semestre 2026 et le 1^{er} semestre 2025.

(2) Dont 1 297,0 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -29,7 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2026 contre respectivement 953,4 millions d'euros et -14,2 millions d'euros au 30 juin 2025.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1	Méthodes et principes comptables	21
2	Évolution du périmètre de consolidation	22
3	Information sectorielle	22
4	Commentaires sur l'état de situation financière et sur le compte de résultat	26
5	Commentaires sur les enjeux environnementaux	29
6	Commentaires sur les engagements hors-bilan	29
7	Saisonnalité	29
8	Information sur les parties liées	29
9	Événements subséquents	29

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du premier semestre 2026, arrêtés par le Directoire du 24 juillet 2026 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

De façon générale, les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés semestriels 2026 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A02023R1803-20240109>

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, à l'exception :

- De l'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles ;
- De l'amendement aux normes IFRS 9 et IFRS 7 - Modification touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS de comptabilité - Volume 11.

L'application de ces amendements n'a pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2026.

Enfin, les travaux relatifs à la mise en œuvre de la nouvelle norme IFRS18, applicable à partir du 1er janvier 2027, se poursuivent. Les principaux impacts sur le Groupe identifiés à ce stade sont les suivants : Concernant les états financiers primaires IFRS, au compte de résultat, la présentation mixte du résultat d'exploitation est maintenue avec quelques changements de présentation et réallocation entre les fonctions prévus, et l'agrégat de marge opérationnelle sera supprimé de la face du compte de résultat IFRS. Par ailleurs, certains produits et charges du compte de résultat sous IAS 1 pourraient faire l'objet de reclassements entre les catégories du compte de résultat IFRS 18. Ce sujet est toujours en cours d'analyse.

Dans le tableau des flux de trésorerie, le point de départ deviendra le résultat d'exploitation, les dividendes reçus et les intérêts financiers nets payés actuellement présentés dans les flux opérationnels seront reclassés en flux d'investissement (pour les dividendes et les intérêts financiers reçus) et en flux de financement (pour les intérêts financiers payés).

Le Groupe continuera de communiquer sur les indicateurs de performance opérationnels excluant les impacts d'IFRS11 et IFRS16, qui seront donc, pour ceux d'entre eux représentant un net de produits et charges, (soit les indicateurs opérationnels au P&L à l'exception du chiffre d'affaires) des mesures de la performance définies par la direction au sens de la norme IFRS18.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Utilisation d'estimations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2026 ont été réalisées en intégrant les situations économiques et géopolitiques de certaines géographies du Groupe, l'inflation, les coûts de l'énergie et l'évolution de la réglementation sur la publicité extérieure.

1.3.2. Tests de perte de valeur

Étant donné le contexte macro-économique et géopolitique, notamment les conflits en cours au Moyen Orient et en Ukraine, le Groupe a revu la performance de ses UGTs afin de conclure s'il y a lieu ou non de conduire un test de perte de valeur. Au 30 juin 2026, des dépréciations ont été comptabilisées en résultat d'exploitation pour un montant net de -3,7 millions d'euros dont une dotation de perte de valeur sur des immobilisations incorporelles et corporelles situées en Asie et dans la zone Reste du Monde pour un montant de -2,9 millions d'euros, une reprise sur amortissement des droits d'utilisation pour 0,3 million d'euros ainsi qu'une provision pour perte à terminaison de -1,1 million d'euros.

1.3.3. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables et autres différences temporelles.

1.3.4. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2026 est de 5,90 % pour le Royaume-Uni (contre 5,50 % au 31 décembre 2025) et de 3,75 % pour la zone Euro (contre 3,75 % au 31 décembre 2025). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 3,56 % (contre 3,23 % au 31 décembre 2025) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est de 2,97 % (contre 2,69 % au 31 décembre 2025).

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2026 sont les suivantes :

Entrées de périmètre

Le 31 mars 2026, MCDecaux Inc. (Japon), société détenue à 85 % a acquis 100 % de la société Vista Communications Inc., une société japonaise basée à Tokyo et spécialisée dans la publicité sur les abris taxis. La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 85 %.

Le 16 juin 2026, JCDecaux Top Media Guatemala, S.A. (Guatemala), société détenue à 51 % a acquis 60 % de la société KR Grafix Media S.A., auparavant détenue à 40 %. La société désormais détenue à 100 %, est consolidée selon la méthode de l'intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 51 %.

Variations du pourcentage de détention

Le 30 avril 2026, JCDecaux SE (France) a cédé à NZZ, 325 519 actions de la société APG|SGA (Suisse), soit 10,85 % du capital social de la société. La société APG|SGA entreprise associée sous influence notable anciennement détenue à 16,44 % est désormais détenue à 5,59 % et reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette opération a eu pour effet, l'enregistrement d'une plus-value de cession de 47,5 millions d'euros dans le résultat d'exploitation.

2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2026 de la société KR Grafix Media S.A. (Guatemala) et de la société Vista Communications Inc. (Japon) ont conduit à la constatation d'un goodwill de 2,6 millions d'euros et n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle du Groupe, basée sur le reporting de gestion opérationnelle élaboré pour le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), est établie sur la base des données historiques sous référentiel IFRS retraitées des deux impacts suivants :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules principalement (contrats « non core business ») : les redevances fixes des contrats « core business » entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 sont maintenues dans la marge opérationnelle dans l'information sectorielle, et ce sur la base d'une reconnaissance des remises sur leur exercice de rattachement.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, sont en ligne avec cette information interne.

Ces données sont des indicateurs alternatifs de performance (IAP) présentés et commentés dans la communication financière externe.

Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16 (reconnaissance d'une dette locative et d'un droit d'usage au titre des redevances fixes et minimums garantis) et dont les effets au compte de résultat (amortissement du droit d'usage et actualisation de la dette locative) viennent remplacer la charge de loyer.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

3.1.1. Sur le premier semestre 2026

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2026 se présente comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES ACTIVITÉS	PLUS-VALUE APGISGA ⁽⁵⁾	TOTAL DES DONNEES IAP
Chiffre d'affaires Analogue	591,8	358,4	166,9	1 117,1		1 117,1
Chiffre d'affaires Digital	411,1	331,6	94,1	836,8		836,8
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	1 002,9	690,0	261,1	1 953,9		1 953,9
Marge opérationnelle	245,4	77,2	36,4	359,0		359,0
Dotations aux amortissements et provisions nettes ⁽²⁾	-123,4	-26,4	-36,5	-186,4		-186,4
Pièces détachées maintenance	-19,3	-0,9	-1,5	-21,7		-21,7
Autres charges et produits opérationnels	-0,2	-2,5	0,4	-2,3	47,5	45,2
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	102,5	47,4	-1,3	148,6	47,5	196,2
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur ⁽³⁾	0,3	-3,4	-0,6	-3,7		-3,7
Résultat d'exploitation	102,7	44,0	-1,8	144,9	47,5	192,5
Investissements corporels et incorporels nets ⁽⁴⁾	91,2	15,2	9,2	115,6		115,6

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 770,7 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 183,2 millions d'euros.

(2) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -201,1 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour +14,7 millions d'euros.

(3) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation et dotations nettes aux provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

(5) Plus-value de 47,5 millions d'euros sur cession de 10,85 % de la société APGISGA, non répartie par activité

La réconciliation de ces données opérationnelles IAP avec les données IFRS s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES IAP ⁽¹⁾	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽²⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽³⁾	DONNÉES IFRS
Chiffre d'affaires	1 953,9	-154,6		1 799,3
Marge opérationnelle	359,0	-35,2	248,7	572,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-186,4	9,1	-209,9	-387,2
Pièces détachées maintenance	-21,7	0,7		-21,0
Autres charges et produits opérationnels	45,2	0,2	0,7	46,1
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	196,2	-25,1	39,4	210,5
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	-3,7		0,0	-3,7
Résultat d'exploitation	192,5	-25,1	39,4	206,8
Investissements corporels et incorporels nets	115,6	-7,9		107,6

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +36,1 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -32,3 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -154,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires, se décompose en -156,7 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +2,1 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 799,3 millions d'euros. L'impact de +248,7 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances

des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +39,4 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +248,7 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -209,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,7 million d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -0,3 million d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +0,3 million d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu du reclassement des provisions pour pertes à terminaison.

3.1.2. Sur le premier semestre 2025

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2025 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES DONNEES IAP
Chiffre d'affaires Analogue	595,4	365,5	166,6	1 127,5
Chiffre d'affaires Digital	356,5	292,8	91,4	740,8
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	952,0	658,3	258,0	1 868,3
Marge opérationnelle	216,5	62,9	28,1	307,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes ⁽²⁾	-104,3	-26,4	-36,8	-167,5
Pièces détachées maintenance	-20,4	-0,8	-1,2	-22,5
Autres charges et produits opérationnels	11,6	-2,3	-1,1	8,2
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	103,3	33,4	-11,1	125,6
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur ⁽³⁾	0,3	0,4	-	0,7
Résultat d'exploitation	103,7	33,8	-11,1	126,3
Investissements corporels et incorporels nets ⁽⁴⁾	90,0	15,1	13,8	118,8

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 676,6 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 191,7 millions d'euros.

(2) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -196,3 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour +28,8 millions d'euros.

(3) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation et reprises nettes des provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles IAP avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES IAP ⁽¹⁾	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽²⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽³⁾	DONNÉES IFRS
Chiffre d'affaires	1 868,3	-135,6		1 732,7
Marge opérationnelle	307,4	-32,3	281,3	556,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-167,5	9,4	-236,3	-394,4
Pièces détachées maintenance	-22,5	1,0		-21,5
Autres charges et produits opérationnels	8,2	-1,9	0,2	6,5
Résultat d'exploitation avant pertes de valeur	125,6	-23,8	45,2	147,0
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	0,7		0,1	0,8
Résultat d'exploitation	126,3	-23,8	45,3	147,8
Investissements corporels et incorporels nets	118,8	-6,2		112,6

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +33,6 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -29,8 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont +0,1 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -135,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires, se décompose en -139,9 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +4,3 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires intercompagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 732,7 millions d'euros. L'impact de +281,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances

des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +45,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +281,3 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -236,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -0,3 million d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +0,4 million d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu du reclassement des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2026

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2026 s'analyse comme suit (en données IAP) :

En millions d'euros	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE ⁽²⁾	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD ⁽³⁾	TOTAL
Chiffre d'affaires ajusté*	609,6	396,8	321,9	256,5	210,5	158,7	1 953,9

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

*Chiffre d'affaires ajusté (IAP) incluant l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. La réconciliation du total de ce chiffre d'affaires ajusté avec les données IFRS est donnée dans le paragraphe 3.1 « Informations relatives aux secteurs opérationnels ». Pour des raisons de confidentialité le Groupe ne publie pas la ventilation du chiffre d'affaires IFRS par zone géographique.

3.2.2. Sur le premier semestre 2025

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2025 s'analyse comme suit (en données IAP) :

En millions d'euros	EUROPE ⁽¹⁾	ASIE-PACIFIQUE ⁽²⁾	FRANCE	RESTE DUMONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD ⁽³⁾	TOTAL
Chiffre d'affaires ajusté*	562,7	395,3	328,1	248,4	192,3	141,5	1 868,3

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

*Chiffre d'affaires ajusté (IAP) incluant l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint. La réconciliation du total de ce chiffre d'affaires ajusté avec les données IFRS est donnée dans le paragraphe 3.1 « Informations relatives aux secteurs opérationnels ». Pour des raisons de confidentialité le Groupe ne publie pas la ventilation du chiffre d'affaires IFRS par zone géographique.

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2026

La réconciliation du cash-flow disponible (IAP) avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2026 se décompose comme suit :

En millions d'euros	DONNÉES IAP	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽¹⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽²⁾	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement ⁽³⁾	218,0	-5,0	248,1	461,1
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-76,2	-6,2	13,3	-69,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	141,7	-11,2	261,4	391,9
INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS ⁽⁴⁾	-115,6	7,9		-107,6
CASH-FLOW DISPONIBLE	26,2	-3,3	261,4	284,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

3.3.2. Sur le premier semestre 2025

La réconciliation du cash-flow disponible (IAP) avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2025 se décompose comme suit :

En millions d'euros	DONNÉES IAP	IMPACT DES COENTREPRISES ⁽¹⁾	IMPACT IFRS 16 ⁽²⁾	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement ⁽³⁾	153,7	-6,1	269,5	417,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-99,8	9,9	31,7	-58,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	54,0	3,8	301,2	358,8
INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS ⁽⁴⁾	-118,8	6,2		-112,6
CASH-FLOW DISPONIBLE	-64,9	9,9	301,2	246,2

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élèvent à 1 673,8 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2026 contre 1 685,1 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une diminution de 11,4 millions d'euros. La baisse, principalement liée à la charge d'amortissement du premier semestre et aux renégociations et fins de contrats est en partie compensée par des nouveaux contrats, renouvellements et mises à jour de minima garantis et un effet de change positif.

4.2. Clients et autres débiteurs

La rubrique « Clients et autres débiteurs » s'élève à 896,6 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 793,6 millions d'euros au 31 décembre 2025 soit une hausse de 102,9 millions d'euros notamment du fait de l'activité pour 79,6 millions d'euros, des flux de change pour 23,6 millions d'euros, et des variations de périmètre pour 0,5 million d'euros.

Le Groupe a réalisé au 30 juin 2026 une cession sans recours de créances commerciales pour un encours de 249,6 millions d'euros. Les créances clients cédées sont sorties de l'actif au 30 juin 2026 en application des dispositions d'IFRS 9, la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés aux banques.

4.3. Capitaux propres

Au 30 juin 2026, en l'absence d'émission de nouvelles actions sur le premier semestre 2026, le capital est inchangé par rapport au 31 décembre 2025 et s'établit à 3 264 372,84 euros divisé en 214 128 663 actions.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites au cours du premier semestre 2026.

Le Groupe détient 1 371 828 actions propres au 30 juin 2026 dont 59 361 actions dans le cadre de son contrat de liquidité mis en place en 2019, 873 491 actions acquises en août 2025 et 438 976 actions dans le cadre d'un programme de rachat pour un montant maximum de 1 500 000 actions.

L'Assemblée Générale du 13 mai 2026 a décidé le versement d'un dividende de 0,65 euro par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Le dividende a été versé sur la base de 212 776 760 actions en circulation au 19 mai 2026 (nettes des 1 351 903 actions propres), soit un montant total distribué de 138,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2026, JCDecaux SE est détenue à 65,44 % par la société JCDecaux Holding.

4.4. Provisions et passifs éventuels

Les provisions s'élèvent à 378,5 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 373,8 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une augmentation de 4,7 millions d'euros.

Concernant les passifs éventuels, il est à noter que, le 12 avril 2022, le Groupe a reçu de l'Autorité de la Concurrence une « Notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France » et a présenté ses observations dans le délai de deux mois imparti. Après analyse, cette dernière produira un rapport que le Groupe aura de nouveau deux mois pour commenter avant que le Collège de l'Autorité de la Concurrence ne soit saisi mais, à ce jour, l'Autorité de la Concurrence n'a toujours pas produit ce rapport du fait du contentieux qui nous oppose par ailleurs.

En effet, en parallèle de la procédure sur le fond, un contentieux est né relativement au déclassement d'informations extrêmement confidentielles de JCDecaux auquel l'Autorité de la Concurrence a procédé de façon inappropriée. Ce contentieux a donné lieu depuis avril 2022 à diverses procédures devant les tribunaux judiciaires et administratifs allant jusqu'à la saisine, par le Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits. Depuis mai 2022 toutes les décisions prises par la Cour d'appel ou la Cour de Cassation ont été favorables à JCDecaux, y-compris une décision rendue en mars 2026 par la Cour de Cassation rejetant un pourvoi de l'Autorité de la Concurrence.

Quoi qu'il en soit, sur le fond, le Groupe continuera à coopérer avec l'Autorité de la Concurrence et à lui fournir toutes les explications nécessaires pour dissiper ses interrogations mais il considère le grief infondé et n'a donc pas considéré opportun de constituer une provision.

4.5. Dette Financière

En millions d'euros		30/06/2026			31/12/2025		
		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN	(1)	129,4	1 780,8	1 910,2	143,0	1 786,0	1 929,0
Instruments financiers dérivés (actif)		-3,4		-3,4	-0,9		-0,9
Instruments financiers dérivés (passif)		5,7	0,0	5,8	3,4	0,0	3,5
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	(2)	2,3	0,0	2,3	2,6	0,0	2,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie(*)		1 297,0		1 297,0	1 311,3		1 311,3
Concours bancaires		-29,7		-29,7	-3,7		-3,7
TRÉSORERIE NETTE	(3)	1 267,3	0,0	1 267,3	1 307,7	0,0	1 307,7
ACTIFS FINANCIERS DE TRÉSORERIE(**)	(4)	16,4	0,0	16,4	36,4	0,0	36,4
DETTE FINANCIÈRE NETTE (HORS ENGAGEMENTS DE RACHAT DE MINORITAIRES)	(5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-1 152,0	1 780,8	628,8	-1 198,6	1 786,0	587,4

(*) Au 30 juin 2026, le Groupe dispose de 1 297,0 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie contre 1 311,3 millions d'euros au 31 décembre 2025. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 2,4 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2026, contre 2,7 millions d'euros au 31 décembre 2025.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2026 sont constitués de 16,4 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 36,4 millions d'euros au 31 décembre 2025).

L'impact de la revalorisation à la juste valeur de la dette financière du fait du coût amorti est le suivant (retraitement IFRS 9) :

En millions d'euros		30/06/2026			31/12/2025		
		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN		129,4	1 780,8	1 910,2	143,0	1 786,0	1 929,0
Impact du coût amorti		1,9	5,1	7,0	1,9	6,0	7,9
DETTE FINANCIÈRE ÉCONOMIQUE		131,3	1 785,9	1 917,1	144,9	1 792,0	1 936,9

Au 30 juin 2026, la dette financière du Groupe comprend principalement les emprunts obligataires portés par JCDecaux SE pour un montant total de 1 699,9 millions d'euros :

- 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
- 500,0 millions d'euros émis en 2022 à échéance février 2030
- 600,0 millions d'euros émis en 2023 à échéance janvier 2029.

Au 30 juin 2026, JCDecaux SE dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée d'échéance avril 2031 (avec une extension possible d'un an) pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

Cette ligne impose le respect d'un covenant (dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5) en cas de notations financières inférieures à Baa3 (Moody's) et BBB- (Standard and Poor's), ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2026, le covenant n'est donc pas actif. Ce covenant cessera d'exister en cas d'amélioration de la notation financière à Baa2 (Moody's) ou à BBB (Standard and Poor's).

JCDecaux SE est notée « Baa3 » perspective positive par Moody's et « BBB- » perspective positive par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 18 juin 2026, et celle de Standard and Poor's du 17 juin 2026).

4.6. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 1 964,8 millions d'euros au 30 juin 2026 contre 1 996,1 millions d'euros au 31 décembre 2025, soit une diminution de 31,3 millions d'euros. La baisse, principalement liée au remboursement de la dette locative et à des renégociations et fins de contrats, est compensée en partie par les nouveaux contrats, les renouvellements et les mises à jour de minima garantis et un effet de change positif.

4.7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 1 799,3 millions d'euros sur le premier semestre 2026 comparativement à 1 732,7 millions d'euros sur le premier semestre 2025, soit une hausse de 3,8 %.

Le chiffre d'affaires IFRS sur le premier semestre 2026 se répartit sur les trois activités Mobilier urbain, Transport et Affichage pour respectivement 961,3 millions d'euros, 586,4 millions d'euros et 251,7 millions d'euros (contre 914,1 millions d'euros, 569,4 millions d'euros et 249,2 millions d'euros sur le premier semestre 2025).

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 630,1 millions d'euros sur le premier semestre 2026 (contre 1 550,7 millions d'euros sur le premier semestre 2025) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 169,2 millions d'euros sur le premier semestre 2026 (contre 182,0 millions d'euros sur le premier semestre 2025).

Le chiffre d'affaires publicitaire digital IFRS s'élève à 770,1 millions d'euros sur le premier semestre 2026 (contre 678,6 millions d'euros sur le premier semestre 2025) et le chiffre d'affaires non publicitaire digital IFRS s'élève à 6,9 millions d'euros sur le premier semestre 2026 (contre 10,4 millions d'euros sur le premier semestre 2025).

4.8. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2026, le résultat d'exploitation s'élève à 206,8 millions d'euros contre 147,8 millions d'euros sur le premier semestre 2025. Cette amélioration s'explique par une augmentation de 16,0 millions de la marge opérationnelle et par une baisse de 42,9 millions d'euros des charges nettes positionnées entre la marge opérationnelle et le résultat d'exploitation, qui provient notamment :

- D'une baisse de 2,8 millions d'euros des dotations aux amortissements et provisions nettes liée principalement à une diminution de 23,6 millions d'euros des charges d'amortissements des droits d'utilisation et à une augmentation de la dotation aux provisions nettes des reprises pour 15,1 millions d'euros ;
- D'une hausse de 38,9 millions d'euros des autres produits opérationnels s'élevant à 56,1 millions d'euros sur le premier semestre 2026 en lien principalement avec la plus-value de cession de 10,85 % de titres APG\SGA pour 47,5 millions d'euros, la plus-value de cession d'actifs corporels pour 4,8 millions d'euros et la liquidation de Nanjing Metro JCDecaux Advertising Co.Ltd pour 1,3 million d'euros (contre 17,1 millions d'euros sur le premier semestre 2025 liés principalement à la plus-value de cession d'actifs corporels pour 15,7 millions d'euros).

4.9. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2026, le résultat financier s'élève à -57,4 millions d'euros contre -68,3 millions d'euros sur le premier semestre 2025. Cette amélioration de 11,0 millions d'euros provient principalement d'une baisse du coût de l'endettement net de 3,2 millions d'euros, d'une baisse des charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS16 de 3,1 millions d'euros, d'une diminution des charges nettes d'actualisation de 2,6 millions d'euros ainsi que du produit de réévaluation de KR Graphix de 1,0 million d'euros.

4.10. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2026, le Groupe enregistre une charge d'impôt de 24,2 millions d'euros contre une charge d'impôt de 13,7 millions d'euros sur le premier semestre 2025. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill, prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ressort ainsi à 16,0 % sur le premier semestre 2026 contre 16,4 % sur le premier semestre 2025. Les taux effectifs d'impôt restent très atypiques en raison de variations d'impôts différés actifs importantes (reprises de provisions notamment aux Etats-Unis et dotations de provisions dans certaines autres géographies) sur les deux périodes et de la plus-value de cession d'APG\SGA très faiblement fiscalisée sur le premier semestre 2026.

4.11. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2026, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 0,5 million d'euros contre 1,6 million d'euros sur le premier semestre 2025, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 23,0 millions d'euros sur le premier semestre 2026 contre 17,3 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

Au cours du premier semestre 2025, suite aux prises de participations complémentaires dans la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd, un goodwill négatif de 2,1 millions d'euros avait été enregistré.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le Groupe veille à l'identification, la prévention et la maîtrise de ses risques environnementaux pour assurer la pérennité de ses activités. Le Développement Durable est intégré à la cartographie des risques depuis 2009 et les risques climatiques sont désormais classés parmi les risques exogènes majeurs. Dans le cadre de la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), une analyse de double matérialité a été menée, puis actualisée en 2025, confirmant le caractère matériel des risques et impacts liés au changement climatique.

Pour réduire son empreinte carbone, JCDecaux a adopté une trajectoire alignée 1,5°C via la Science-Based Targets initiative (SBTi⁽¹⁾), visant le Net Zéro Carbone en 2050, avec des objectifs validés en juin 2024 :

- d'ici 2030 : au moins -72,8 % sur les scopes 1 et 2 et -46,2 % sur le scope 3 vs 2019 (market-based⁽²⁾) ;
- d'ici 2050 : au moins -90 % sur les scopes 1, 2 et 3 vs 2019 (market-based).

Cette trajectoire repose sur trois leviers :

- améliorer l'empreinte carbone des mobiliers et leur exploitation (analyses de cycle de vie, écoconception, reconditionnement, matériaux moins émissifs) ;
- réduire les émissions opérationnelles (technologies d'éclairage plus sobres, 100 % d'électricité d'origine renouvelable, déploiement d'une flotte à très faibles ou zéro émission) ;
- optimiser les déplacements et tournées d'exploitation (modes de transport alternatifs, réduction des kilomètres parcourus) afin de contribuer à la baisse des émissions du scope 3.

6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2026 par rapport au 31 décembre 2025 est une augmentation de 648,0 millions d'euros des engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels.

7. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2026 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2026.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2026, il n'y a pas de variation significative dans l'état de situation financière des relations entre le Groupe et les parties liées. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2025.

9. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

⁽¹⁾ L'initiative Science Based Targets, appelée aussi initiative SBT ou SBTi, est un partenariat entre le CDP, le Pacte mondial des Nations Unies, le World Resources Institute et le Fonds mondial pour la nature qui incite les entreprises à s'engager sur des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre compatibles avec l'objectif de 1,5 °C de réchauffement.

⁽²⁾ « Market-based » : émissions du scope 2 desquelles sont déduites les émissions couvertes par des certificats d'origine renouvelable. La méthodologie de calcul des émissions « market-based » est réalisée à l'aide des facteurs d'émissions nationaux, afin de garantir un calcul homogène sur l'ensemble de nos géographies, les facteurs d'émission des mix résiduels n'étant pas systématiquement disponibles.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société JCDecaux SE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

KPMG SA

Paris La Défense, le 29 juillet 2026

Jacques Pierre

Associé

Guillaume Salommez

Associé

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 29 juillet 2026

Francisco Sanchez

Associé

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de JCDecaux SE, qu'à ma connaissance les comptes semestriels consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi que des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

M. Jean-Charles Decaux

Président du Directoire

www.jcdecaux.com